



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 02/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LEDEUX ERIC HOLDING**

chaussée Brunehaut  
Au dessus du Canal  
80360 Fins

Références : 2025-E10137  
Code AIOT : 0005105830

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement LEDEUX ERIC HOLDING implanté chaussée Brunehaut Au dessus du Canal 80360 Fins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEDEUX ERIC HOLDING
- chaussée Brunehaut Au dessus du Canal 80360 Fins
- Code AIOT : 0005105830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité pratiquée est la récupération, le tri et le stockage de métaux ferreux et non ferreux, de papiers/cartons et de bois, de plastiques, de chiffons textiles et de déchets industriels provenant d'installations classées en vue de leur revente. De plus, le site réalise l'activité centre VHU.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 modifié.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Analyses des PFAS et AOF	AP de Mise en Demeure du 31/03/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Risques accidentels	AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse des PFAS et AOF	AP de Mise en Demeure du 31/03/2025, article 2	Levée de mise en demeure
3	analyses des PFAS et AOF	AP de Mise en Demeure du 31/03/2025, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé ses campagnes d'identification et d'analyse des substances PFAS dans ses rejets aqueux. La dernière campagne ayant été réalisée le 24 octobre 2025, il est attendu que l'exploitant transmette à l'inspection des installations classées, sous 1 mois par voie électronique, les résultats de l'ensemble de ces campagnes.

L'exploitant n'ayant que partiellement répondu aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/04/2023, il est proposé à M. le Préfet de rendre exécutoire la partie de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 31 mars 2025 non respectée (contrôles sur une période glissante de 3 mois minimum attestant du respect des valeurs limites d'émission des rejets d'eaux résiduaire). **Un projet d'arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'astreinte administrative du 31 mars 2025 est proposé à Monsieur le Préfet.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Analyse des PFAS et AOF

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/03/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de recherche PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 qui prévoit notamment :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• « L'exploitant [...] réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. [...]</li><li>• Cette campagne porte sur :<ol style="list-style-type: none"><li>1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;</li><li>2° L'analyse de chacune des substances suivantes : [...]</li></ol></li></ul>
<b>Constats :</b>  Les deux premières campagnes d'identification et d'analyse PFAS ont été réalisées comme en attestent les rapports d'analyses du laboratoire Flandres-analyses n° 2025.07.353/00 du 23/07/2025 et n° 2025.09.365/00 du 25/09/2025 et leurs annexes (rapports d'essais du laboratoire IONESCO n°E25-37889 du 23/07/2025 et n° E25-50297). Ces rapports, remis à l'inspection des installations classées, en version papier le jour de l'inspection, présentent l'analyse des 20 PFAS de la liste du 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et fournissent l'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF). L'exploitant a indiqué que la 3ème campagne est prévue le 24/10/2025. L'e-mail d'échange entre l'exploitant et le laboratoire Flandres-analyses du 20/10/2025 atteste de cette prévision d'intervention au regard des conditions météorologiques. Le 30/10/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un accusé de réception attestant du 3ème prélèvement PFAS le 24/10/2025 par le laboratoire Flandres-analyses, avec pour date prévisionnelle des résultats le 19/11/2025. L'inspection des installations classées propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Analyses des PFAS et AOF

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/03/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>[...] « L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. » [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées les rapports d'analyse des deux premières campagnes PFAS mais n'a pas renseigné les résultats de ces campagnes sur l'application GIDAF. Il explique ne pas comprendre comment procéder, malgré les explications fournies par l'inspection des installations classées par e-mail du 12/09/2025. Pour éclaircir ce point, une connexion au compte GIDAF est effectuée au cours de l'inspection permettant de constater que le compte GIDAF de l'établissement est rattaché à une autre adresse mail que celle de l'exploitant ; ce qui explique que l'exploitant n'avait pas accès au compte GIDAF de son établissement. A l'issue de l'inspection, le problème est résolu ; l'exploitant a désormais accès à l'application GIDAF et s'engage à y renseigner les résultats des trois campagnes dans le mois qui suivra la réception du rapport d'analyses de la 3ème campagne PFAS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au plus tard le dernier jour du mois suivant la réception des résultats de la 3ème campagne PFAS, l'exploitant transmettra les résultats de cette campagne à l'inspection des installations classées et renseignera les résultats de l'ensemble des 3 campagnes PFAS dans l'application GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : analyses des PFAS et AOF

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/03/2025, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de prélèvements et d'analyse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les modalités de prélèvements et d'analyse fixées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sont mises en œuvre pour la réalisation de ces mesures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les laboratoires d'analyses Flandres-analyses et IANESCO, ayant réalisé les deux premières campagnes d'identification et analyses PFAS du site et mandatés pour la 3ème campagne, sont tous deux accrédités COFRAC.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés dans le bassin réceptionnant les eaux collectées sur les zones imperméabilisées de la voirie en sortie de débourbeur-décanteur-déshuileur soit au niveau du point de rejet des eaux résiduelles après traitement de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a confirmé que les prélèvements avaient été réalisés au cours de journées représentatives d'une activité habituelle pour l'établissement.</p>

L'inspection des installations classées propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consigne dispositif d'isolement du réseau de collecte et respect VLE eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des articles 4.3.8 et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en réalisant la consigne concernant le dispositif d'isolement conformément à l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 précité dans un délai de 15 jours suivant la notification du présent arrêté ;</li> <li>- en respectant les valeurs limites avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration conformément à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 précité dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté ; Cette prescription est considérée comme respectée si les valeurs limites d'émissions sont respectées après deux contrôles consécutifs effectués par un organisme agréé en conditions normales d'exploitation, dans une période glissante de 3 mois minimum.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les consignes concernant le dispositif d'isolement du réseau de collecte des effluents aqueux générés par l'établissement. L'installation des installations classées a par ailleurs constaté l'affichage de ces consignes dans le local d'accueil/réception.</p> <p>Concernant les valeurs limites d'émission (VLE) prévues à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6/11/2019, l'exploitant explique avoir investigué afin de comprendre les dépassements récurrents supérieurs à 2 fois la VLE constatés lors des contrôles inopinés des années antérieures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Agence de l'Eau Artois Picardie (AEAP) est venue sur son site et lui a demandé de lui montrer l'endroit de réalisation des prélèvements en contrôle inopiné ; prélèvements effectués en sortie du débourbeur-déshuileur au niveau de la canalisation en suspension reliant ce dispositif au bassin récepteur avant rejet au milieu récepteur. Selon l'exploitant, pour l'AEAP le prélèvement ne doit pas se faire en sortie de débourbeur/déshuileur mais plutôt en sortie du bassin soit juste avant l'évacuation vers le milieu récepteur.</li> <li>- Deux prélèvements réalisés simultanément le 25/09/2025, l'un en sortie de débourbeur, l'autre en sortie de bassin sont venus confirmer des différences de résultats selon le lieu de prélèvement comme en atteste le rapport d'analyses n°2025.29.366 remis à l'inspection des installations classées. En sortie de débourbeur, les résultats sont plus élevés (MES à 59 mg/l, DCO à 554 mg/l, DBO5 à 99 mg/l...) qu'en sortie de bassin (MES à 38 mg/l, DCO à 128 mg/l, DBO5 à 16 mg/l).</li> </ul> <p>Le rapport d'analyse présenté à l'inspection ne présente pas l'ensemble des paramètres de surveillance des eaux après épuration prévu à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation</p>

d'exploiter du 6 novembre 2019. Et par ailleurs l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter deux contrôles consécutifs effectués dans une période glissante de 3 mois minimum par un organisme agréé en conditions normales d'exploitation et attestant du respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019.

Ainsi l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/04/2023 est respecté pour sa partie «consigne du dispositif d'isolement» mais non respecté pour sa partie «respect des valeurs limites d'émission des eaux résiduaires.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/04/2023 ne peut être levé et l'arrêté préfectoral d'astreinte du 31 mars 2025 est rendu exécutoire pour sa partie relative aux deux contrôles consécutifs effectués dans une période glissante de 3 mois minimum. A cet effet, un projet d'arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'astreinte administrative du 31 mars 2025 est proposé à Monsieur le Préfet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de mettre fin à l'arrêté d'astreinte du 31 mars 2025, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les rapports de deux contrôles consécutifs effectués dans une période glissante de 3 mois minimum par un organisme agréé en conditions normales d'exploitation et attestant du respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois